



## DECLARATION LIMINAIRE CTL DU10/12/2020

Monsieur le Président de la République a annoncé le 28 octobre 2020 la mise en place d'une nouvelle période de confinement qui doit permettre d'enrayer la propagation affolante du COVID 19 dans notre pays. Selon les propos des pouvoirs publics, la situation est pire qu'au printemps dernier. Pourtant, même si l'état d'urgence sanitaire a été prolongé, les mesures de confinement ont été allégées par rapport à celles en vigueur en début d'année. Ainsi, les agents des Finances publiques restent en première ligne au soutien de l'économie alors que, par ailleurs, le gouvernement continue à appeler depuis l'intervention télévisée du 24 novembre dernier du Président de la République, au télétravail 5 jours sur 5 partout où c'est possible.

Force est de constater que, sur le sujet, le discours officiel selon lequel le télétravail n'est pas une option mais une obligation est bien loin d'être vérifié sur le terrain à la DGFIP.

Manifestement, Bercy est bien plus occupé à mettre en œuvre le NRP qu'à se soucier de la protection de ses personnels.

Pour la CGT, la priorité n'est pas la mise en œuvre de vos réformes et le lancement d'opérations de restructurations dont les personnels ne veulent pas.

Votre mot d'ordre semble être « pas de confinement pour les réformes »

Le contexte est suffisamment anxiogène pour les agents. Leurs charges de travail ainsi que le manque de personnels dans les services est suffisamment lourd pour ne pas en rajouter. Leur imposer les réformes, les restructurations, les regroupements de service, les déménagements dans la période est scandaleux.

Où est la justification de l'urgence à mettre en œuvre cette réforme du NRP ? Sauf à considérer que vous voudriez honteusement profiter du contexte sanitaire actuel pour avancer à marche forcée, ce qui serait alors envoyé aux personnels et à leurs représentants un très mauvais signal, proche du mépris.

Leur adresser des messages de remerciement pour leur engagement au service de nos concitoyens est une chose. Tenir compte de leurs difficultés en est une autre.

Il ne tient qu'à vous de montrer que le bon sens et le souci des personnels l'emportent, ce qui implique de fait un retrait immédiat des réformes en cours dans le VAL DE MARNE.

L'intersyndicale CGT, Solidaires et FO ont demandé lors du dernier CHSCT l'avis du médecin de prévention et de l'ISST sur les conséquences du NRP sur les risques psychosociaux. La réponse que nous avons reçue hier précise que les agents concernés devront faire l'objet d'un suivi particulier et que le médecin de prévention reste à leur disposition. Cela démontre bien que la mise en place de cette réforme va entraîner des effets néfastes pour les agents. D'autant plus que le VAL DE MARNE n'a pas officiellement de médecin de prévention.

Et que penser des suppressions d'emplois ? Les documents que vous nous avez remis dans le cadre de ce CTL nous montre que vos réformes vont entraîner la suppression de 17 emplois. Les documents préparatoires au comité technique de réseau qui s'est tenu hier font état de 40 suppressions d'emplois au 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour notre département. Comment ce gouvernement, qui prône le « quoi qu'il en coûte », peut-il à nouveau oser supprimer des postes dans ce ministère, déjà affaibli de longue date par des sous-effectifs chroniques et un retard qui s'est accumulé par des semaines d'inactivités liées à la

pandémie ? Et osons le dire, dans des services fragilisés par un télétravail effectué dans l'urgence et l'improvisation, parfois imposé à ceux qui n'en veulent pas, souvent refusé à ceux qui le demande.

Madame La Présidente du CTL, votre jusqu'au-boutisme à mener vos projets de restructurations dans un tel contexte nous conduit à boycotter la seconde convocation de ce comité technique local. Les élus CGT au CTL réitèrent, au nom des agents qu'elles représentent, leur revendication de l'abandon du NRP et des réformes régressives, et à minima leur suspension immédiate.

Le Président de la république, dans son discours du 17 mars 2020, annonçant le premier confinement, avait osé dire que nous retrouverions « les jours heureux ». Une allusion au nom du programme du conseil national de la résistance qui, dans un pays ruiné par la guerre, avait exprimé la volonté politique de mettre en place la sécurité sociale, le régime des retraites, de revoir le statut de la fonction publique et de la liberté de la presse.

Des « jours heureux », nous ne les connaissons à nouveau que lorsque nous aurons mis fin aux agissements anti-sociaux, anti-salariés, anti-fonctionnaires, de ceux qui n'ont de cesse de détruire tout ce qui à l'époque) laquelle Macron faisait allusion, fut édifié pour alléger la peine et l'insécurité de ceux qui n'ont rien à eux que leur capacité de travail et la solidarité entre eux, qui leur permet de résister aux empiétements du capital.